

JAB
case postale
1211 Genève 8

changements d'adresse:
GSsA, CP 151, 1211 Genève 8
gssa@gssa.ch

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 104 Août 2015

une Suisse sans armée

**AVEC UN CAHIER SPÉCIAL
SUR LA CAMPAGNE ACTUELLE
CESSEZ LE FEU!**

CESSONS + LE FEU!!!



**Feuilles de signatures sur l'initiative
pour des multinationales responsables**

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'axe central de cette édition a pour titre «Cessez le feu!» - la nouvelle campagne de la GSsA, que nous souhaiterions vous présenter dans un cahier spécial aux pages 5 à 8. Le titre seul véhicule l'essentiel de notre revendication : mettre fin aux tirs. Nous voulons que la Suisse cesse de soutenir les conflits internationaux. Notre campagne s'articule autour de quatre axes : nous souhaitons tout d'abord attirer l'attention sur le financement de grandes entreprises d'armement par les banques suisses, le soutien à la recherche militaire dans les instituts de formation en Suisse, les exportations quotidiennes de matériel de guerre ainsi que le lobbying mené au Parlement pour de plus grandes dépenses militaires au profit de l'industrie de l'armement.

Vous y retrouverez également des rapports des nombreuses activités auxquelles des membres de la GSsA ont participé, comme l'action contre l'achat des nouveaux drones Hermes 900 (p.2), la récolte de signatures couronnée de succès pour le référendum contre une nouvelle caserne à Genève (p.9), ou, au niveau européen, la participation à la rencontre ENAAT (p.2).

A la liste des thèmes abordés s'ajoute la question de «l'interventionnisme humanitaire» (p.10) ou la militarisation de la politique d'asile suisse (p.9) et européenne (p.11). L'avenir de l'armée suisse (p.3) et de l'armement sera également abordé: achat de matériel de guerre inutile dans les programmes d'armement à venir (p.4) ou encore la tentative de se procurer de nouveaux avions-cargo (p.3).

Pour finir, un appel : participe, toi aussi, à notre campagne «Cessez le feu» : commande du matériel de campagne et distribue-le autour de toi, soutiens-nous en partageant avec nous des idées d'actions ou en en organisant une toi-même. Deviens part d'une campagne qui essaie de retirer aux guerres leurs fondements matériels !

Pour l'équipe de rédaction: Adi Feller

FITAMIN 2015

Un cesser-le-feu pour l'industrie de l'armement!

Rapport du week-end du 4 et 5 juillet qui a eu lieu au camp de scouts de Neuenegg, où nous avons profité du Fitamin pour figoler les derniers détails de notre campagne.

Par Lewin Lempert

Il a fait une chaleur caniculaire ce week end là. Mais l'intéressant programme et la proximité de la rivière nous ont permis de survivre à la fournaise. Un peu reculé, le camp des scouts offrait un cadre idéal pour pouvoir faire aboutir tous les aspects de notre campagne «Cessez le feu!». Le samedi, des ateliers autour des thématiques de l'exportation de matériel de guerre, de la clause civile et du lobby de l'ar-

mement – rythmées par des pause-baignades dans la rivière adjacente – ont constitué la journée. Les corps et esprits fatigués furent soutenus par une cuisine toujours prête à remplir les ventres. Le soir, c'est autour de grillades et de bières que les participant-e-s ont pu se préparer pour le lendemain – journée réservée à la planification du lancement de la campagne au premier août. Au petit matin, après une nuit passée à la belle étoile pour certain-e-s, les conditions étaient optimales. Grâce au foisonnement d'idées, de critiques et de suggestions, il nous a été possible de nous préparer pour les mois à venir et nous sommes aujourd'hui disposés à mettre fin au commerce de la guerre avec élan !

GSSA AU NIVEAU NATIONAL

Une fusion couronnée de succès

(tl) Après une coopération toujours plus intensive ces dernières années entre le GSoA section Suisse et le GSsA Genève, il fut logiquement décidé à l'unanimité par les deux organisations de fusionner. Le contrat de fusion a été signé par deux représentants des bureaux des deux associations, ce qui permet aujourd'hui d'étendre la coopération aux questions organisationnelles et administratives. Par exemple, les adresses des sections sont maintenant administrées à un niveau central, la comptabilité est devenue unique, et le journal est produit et édité dans les deux langues. De ce rapprochement naissent de nouvelles synergies, qui nous permettent de nous engager plus efficacement encore pour une Suisse et un monde plus pacifiste. Un vrai renouvellement pour le GSoA/GSsA, qui lui permet de s'engager d'une seule voix dans toute la Suisse pour la cause pacifiste et antimilitariste.

PROGRAMME D'ARMEMENT

Blocus anti-drone

Le 26 mai, l'entrée principale de la place d'armes de Thoune fut bloquée par des activistes, empêchant ainsi les membres de la commission de la politique de sécurité (CPS) des deux conseils d'y pénétrer. L'action avait pour but de protester contre l'achat planifié de six drones militaires avec système d'armement à l'entreprise israélienne Elbit Systems.

Par Jannik Böhm

Alors que les membres des deux CPS arrivèrent au matin du 26 mai pour se rendre à la «présentation du matériel du programme d'armement numéro 15», ils furent reçus par un comité d'accueil inhabituel : l'entrée était jonchée de cadavres ensanglantés. Les activistes s'étaient enchaînés à un drone et, à l'aide de pancartes, ont appelé les membres du Parlement à refuser l'achat controversé des drones et à ne pas soutenir des crimes de guerre.

De nombreuses sources indiquent que le drone militaire Hermes 900 a été impliqué dans des crimes de guerre par le passé. Selon

l'organisation de défense des droits des enfants Children Defense International (CDI), 164 enfants ont succombé des suites de l'offensive militaire israélienne «Protective Edge» contre Gaza l'été passé. CDI et de nombreuses organisations de défense des droits humains reprochent aux forces armées israéliennes d'avoir violé le droit international humanitaire en commettant des attaques documentées à contre des civils. Le gouvernement israélien pourrait facilement contrer ces accusations en fournissant les enregistrements vidéos des ces drones – ce qu'il refuse catégoriquement.

La Suisse planifie ainsi une coopération militaro-industrielle avec un état qui est fortement soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre par le biais d'un système d'armement qui doit, aujourd'hui, être amélioré par la fine fleur de la technologie Suisse. Ce qui ne permet évidemment pas d'exclure que ces drones ne seront pas à nouveau utilisés à l'avenir dans des situations en violation avec le droit humanitaire international.

Bien que le Conseil National ait avalisé l'achat, il doit encore passer aux Etats avant de pouvoir finalement être signé. Nous n'abandonnons pas et allons essayer d'empêcher la conclusion de ce contrat.



Action de blocage devant l'entrée de la place d'armes de Thoune.

ENAAT

Le combat européen contre le matériel de guerre

Chaque année se tient une rencontre entre les membres du Réseau européen contre le commerce des armes, qui a pour but d'échanger au sujet des recherches et activités de chacun. La rencontre a eu lieu cette année à Brno, en République Tchèque. Comme à son habitude, le GSsA était de la partie.

Par Nora Komposch

En guise d'ouverture de la rencontre de trois jours, une discussion publique autour de la question «Arming for Peace?» a eu lieu, occasion de disséquer la situation mondiale de l'armement en chiffres ainsi que l'argumentation fallacieuse de l'industrie militaire et des états qui soutiennent activement le commerce de matériel de guerre. La discussion fut animée, grâce à des intervenants et un public particulièrement critiques et informés.

La vente d'armes dans les zones de guerre

Dans le cadre des discussions internes, la situation des conflits dans le Caucase, ainsi que le trafic d'armes et la course à l'armement dans la région, fut présentée par l'expert et défenseur des droits de l'homme Artur Sakunts. Un objecteur de conscience de Corée du Sud était également présent et a fait un rapport sur

les mouvements locaux, et en particulier les protestations contre les fréquents salons de vente d'armes. Parmi les thèmes principaux abordés, la vente d'armes dans la région du Moyen-Orient a occupé de nombreuses discussions, en particulier les importations massives par des états comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats Arabes Unis, qui redistribuent les armes achetées à des groupements islamistes tel que Daech ou les utilisent eux-mêmes pour s'engager dans des conflits, au Yémen par exemple.

En conclusion du week end, les rapports nationaux démontrèrent la multiplicité et la diversité des activités des groupes antimilitaristes en Europe.



Le ENAAT de cette année, une réussite avant tout grâce à l'engagement de ses participants.

AVIONS DE TRANSPORT MILITAIRES

Une alliance impie de la raison

Une coalition inhabituelle, formée des Verts, de l'UDC, du PBD ainsi que de certaines ailes du PS et du PDC, a bloqué provisoirement l'achat de nouveaux avions de transport militaires. Le GSsA lui aussi a aidé à empêcher à la fois une débâcle financière et une facilitation des vols d'expulsion pour un temps.

Par Andreas Weibel

Les conditions ont au moins le mérite d'être claires : si la Suisse achète de nouveaux avions de transport militaires, ils seront utilisés avant tout par les autorités pour des expulsions de migrant-e-s. Les partisans des nouveaux avions pour l'armée suisse ont toutefois essayé d'argumenter, lors du débat au Conseil national, qu'il n'était légalement pas possible d'utiliser des avions de transport militaires pour des vols d'expulsion. Selon eux, aucun pays ne délivre d'autorisation d'atterrir à de tels transports.

Dans les faits, et comme rapporté par le journal «Wochenzeitung», l'aviation militaire suisse a déjà utilisé des avions de l'armée de taille réduite pour des expulsions de force ces dernières années. Même Ueli Maurer, chef du DDPS, a dû se justifier devant le Parlement : «Nous sommes en contact avec le Département de justice et police (DFJP) afin de tester d'éventuels vols d'expulsion. [...] Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas aussi les [avions de transport]

utiliser pour des déportations.» Les avions de transport militaires étaient prévus pour des expulsions de niveau 4, au cours desquelles les personnes devant être renvoyées sont menottées, attachées et sous surveillance de la police. Des méthodes qui ont déjà provoqué de nombreux décès.

Coût estimé : deux à trois milliards

Les aspects financiers de l'affaire sont aussi matière à polémique. L'alliance contre le Gripen – constituée du GSsA, du PS et des Verts – a toujours insisté sur le fait que le DDPS devait rendre public le coût total – incluant les prévisions de coûts liés à l'entretien futur du matériel – lors de chaque achat de matériel militaire. Et cela est également valable pour les avions de transport militaires. Lors du débat parlementaire, Ueli Maurer a dû confesser que cet achat constituait en fait un «investissement d'une valeur de 200 à 500 millions de francs et des coûts annuels d'une bonne dizaine de millions de francs». Rapporté sur la durée de vie des avions, les sommes atteignent deux à trois milliards de francs.

Alors que les programmes d'austérité se font toujours plus drastiques, de telles dépenses paraissent difficile à justifier. Et ceci particulièrement alors qu'il existe des solutions bien meilleur marché que d'acheter ses propres avions. Dans une réponse à une interpellation

l'été dernier, le Conseil fédéral a déjà confirmé que pour les transports «vers le contingent suisse (au Kosovo) les offres commerciales sont bien plus avantageuses que la possession et l'entretien d'avions propres.» Le parlement va se concerter cet automne lors de prochaines motions parlementaires à propos de l'achat d'avions de transport militaires. Une partie de la fraction du PS est pour l'achat, dans lequel elle voit une victoire symbolique pour plus de missions à l'étranger. Le GSsA va lancer dès cet automne une campagne d'information afin de faire réaliser à ce grand groupe de la gauche le prix financier et humain de ce symbole.



Une variante armée d'un avion de transport C-130 Hercules.

DÉVELOPPEMENT DE L'ARMÉE

Une réforme interminable, dénuée de sens et de concept

Après le refus surprise du Conseil national du dernier chapitre de la réforme de l'armée lors de la session d'été, Ueli Maurer se retrouve confronté à un fiasco total. Un résultat peu étonnant étant donné que la réforme proposée ne contenait ni analyse de risque adéquate, ni concept de sécurité censé. L'armée semble ne pas être capable de se dépêtrer de la crise profonde dans laquelle elle végète durablement.

Par Thomas Leibundgut

Le DEVA aurait pu être une véritable occasion de réformer l'armée de façon sensée. Au début, l'initiative du DDPS était prometteuse. Le rapport de politique de sécurité de 2012 a informé le Conseil fédéral des besoins urgents de réforme de l'armée. Au centre, un besoin urgent de «changer d'accent», étant donné que la défense contre un ennemi extérieur n'est plus considérée comme une menace. Selon le Conseil fédéral, en 2012, la «compétence pour la défense contre une attaque militaire» devrait se réduire à un «système quantitatif réduit au minimum». Une diminution du nombre de militaires restant exclue pour des raisons démographiques.

A la suite de ce premier rapport, la nécessité d'agir a été thématifiée dans un autre rapport

publié la même année. Celui-ci confirmait que la structure de l'armée se révélait «surdimensionnée et condamnée à la sous-dotation compte tenu du faible potentiel de recrutement» et que le défi majeur futur posé à l'armée serait probablement un soutien subsidiaire des autorités civiles de «nature purement civile» ne nécessitant «pas l'intervention de troupes armées». Les scénarios de menace restent vagues et irréalistes, à l'exception des catastrophes naturelles. En conséquence, il est prévu de réduire le contingent de l'armée à seulement 20'000 hommes environ pour la préservation des capacités de défense de l'armée (total : 80'000), avec un budget de 4,4 milliards de francs par an. Aujourd'hui, le nombre d'hommes se chiffre à 220'000 pour 4,4 milliards de francs environ.

Le processus actuel de développement de l'armée (DEVA) comme réforme moderne ?

Quelques années plus tard, lors de la présentation du projet du DEVA, le Conseil fédéral et le Parlement ont complètement retourné leur veste. Soudain, on chiffrait à 140'000 le nombre d'hommes nécessaire à l'armée, pour un budget de 5 milliards. Et tous ces gens se devraient d'être déployés avec un équipement

à la pointe de la technologie, surtout à l'intérieur. Ainsi, le DEVA ouvre la voie au déploiement de l'armée pour des questions de politique intérieure, et ce aussi bien pour des «activités d'intérêt public» que des «manifestations d'importance nationale». Cette formulation vague servirait de base légale à un déploiement de l'armée partout et à chaque fois que cela chante les cantons et le DDPS. De plus, la loi prévoit explicitement que ces soldats peuvent être armés.

Si l'on se base sur le rapport de politique de sécurité et le rapport de l'armée publiés en 2012, les conséquences à en tirer seraient de massivement réduire la taille de l'armée en raison de la menace extérieure quasi non-existante et ainsi de dégager des ressources supplémentaires pour les défis civils de la Suisse, que ce soit la protection contre les catastrophes, la sécurisation des assurances sociales ou la question du changement climatique. Or le DEVA, lui, prévoit une armée haute technologie qui trouve son sens et son but dans le déploiement contre sa propre population.

Le DEVA est rejeté au Parlement

Si Ueli Maurer, dans le cas d'autres affaires de politique de sécurité, pouvait compter sur l'obéissance absolue de sa fraction et des au-

tres militaristes du Parlement, cette fois-ci il a échoué. Sa tentative de rallier les membres du PS pro-OTAN par la promesse de déploiements à l'étranger tout en garantissant la tranquillité des bourgeois par un contingent de 140'000 hommes et un budget de 5 milliards n'a pas fonctionné. Au lieu du compromis visé, il a réussi à se mettre toutes les fractions à dos, de la gauche à la droite, menant le Conseil national à rejeter le concept en entier après six heures d'après débats.

Bien que ce soit la question de ce que devrait coûter l'armée qui ait principalement mené au rejet du DEVA, le résultat démontre bien la crise profonde et continue dans laquelle se trouve actuellement l'armée suisse. Celle-ci ne pourra pas être surmontée par des pas mineurs comme ceux que propose le DEVA, mais nécessite une réforme profonde. Malgré son rejet en première session, il n'est pas exclu que le DEVA soit toutefois accepté par le Parlement au second tour, une possibilité qui ferait de cette farce une tragédie.

PROGRAMME D'ARMEMENT

Austérité et programme d'armement – ou l'art de combiner l'incompatible.

Bien que les dépenses pour la défense nationale de la Suisse augmentent constamment depuis 2006, les militaristes et le Conseiller fédéral Ueli Maurer se plaignent constamment de manques au niveau de l'équipement de l'armée et de moyens trop limités. Un état des lieux.

Par Stefan Dietiker

En 2006, les dépenses pour la défense nationale s'élevaient à 4,2 milliards de francs – pour 2018, elles sont budgétées à 5,1 milliards. Bien que le Conseiller fédéral UDC Ueli Maurer ait laissé entendre, lors de la session d'été, que le budget de l'armée n'atteindrait pas les cinq milliards prévus en raison des mesures d'économies de la Confédération, il planifie tout de même un programme d'armement supplémentaire de 1,1 milliards de francs. Il ne semble apparemment pas vraiment être question de mesures d'économies à l'armée.

Le coûteux assainissement des Duros

Au sein du programme d'armement supplémentaire pour 2015, ce sont les véhicules tout-terrain Duro achetés en 1993 qui se taillent la part du lion avec 500 millions prévus pour le « maintien de leur valeur ». Et ceci, bien que plusieurs millions de francs aient déjà été investis par le biais des programmes d'armement 2013, 2014 et 2015 dans un parc automobile surdimensionné – qui devra être réduit lors de la prochaine réforme de l'armée. L'assainissement prévu des 1900 véhicules Duro pèse particulièrement lourd dans la facture : le prix des

véhicules par pièce se montait en 1993 à 166'000 francs, inflation prise en compte. Aujourd'hui, l'armée compte investir 263'158 par pièce dans la réhabilitation des véhicules – une maintenance au coût presque deux fois plus élevé que le prix d'origine.

Des crédits surévalués

Depuis qu'Ueli Maurer est Conseiller fédéral, il a déjà imposé des programmes d'armement d'un montant de 3,6 milliards de francs au Parlement. Et ce, bien que l'armée ne soit pas en mesure d'acheter du matériel de guerre pour les montants promis et dans le temps imparti par le Parlement et le Conseil fédéral. Les 1,5

milliard de francs de crédit non utilisés à disposition de l'armée depuis 2003 en témoignent. De son côté, l'Office fédéral armasuisse, qui est seul responsable pour l'approvisionnement en matériel de l'armée, essaie aujourd'hui de sous-traiter des projets d'achats futurs à des entreprises privées afin d'accélérer le processus d'acquisition de matériel militaire.

Futurs approvisionnements

Le journal «Blick» a publié à la mi-mai un document original du DDPS montrant que l'armée prévoyait des programmes d'approvisionnement supplémentaires d'environ 5 milliards de francs de 2016 à 2020. Il est prévu

d'investir, par exemple, un milliard de francs dans la «communication mobile» ou encore d'acheter des camions pour un montant de 500'000 francs. Et tandis que le DDPS prévoit des dépenses supplémentaires, le Conseil fédéral va soumettre à consultation, après les votations de novembre, un nouveau plan d'économies pour 2016. Et si cela ne suffisait pas encore, d'après les prévisions, la Confédération pourrait faire des déficits de 2017 à 2019. La Confédération doit économiser – mais la question de savoir si l'armée y sera forcée reste encore ouverte. Il semblerait que jusqu'à aujourd'hui, le Parlement ait bien volontiers exaucé les souhaits de l'armée.

Non à l'augmentation
des dépenses militaires !



L'EXPÉDITION MILITAIRE EN FRANCHE-COMTÉ

La dernière attaque militaire de la Suisse

La dernière attaque militaire de la Suisse a eu lieu il y a exactement 200 ans. Et cet événement devrait être une source de réflexion au moins aussi importante que Marignan. Par Andreas Weibel

L'interprétation faite par l'UDC de la bataille de Marignan en tant que moment fondateur de la neutralité Suisse est en contradiction avec la réalité historique, et donc un mythe. Cette interprétation va également fondamentalement à l'encontre de la relation des «pères spirituels» du parti bourgeois à la neutralité. Les conservateurs du 19ème et du début du 20ème siècle avaient une vision bien plus étroite de la neutralité que celle des bourgeois d'aujourd'hui : pour eux, une attaque militaire restait une option viable si elle venait à se présenter. Quelques exemples : durant la première guerre mondiale, il y a eu des tentations parmi quelques gradés de l'armée de profiter de la faiblesse de l'Italie pour « récupérer » le Veltlin. Pendant l'affaire de Savoie de 1860, ce

n'est que grâce au bon sens de quelques parlementaires alémaniques que la Suisse ne tenta pas d'annexer le Chablais pour le compte du côté sud du lac Léman. Le premier général de la Suisse, Niklaus Franz Bachmann, se permit lui-aussi certaines libertés avec le concept. Ancien mercenaire dans les armées françaises et critique conservateur de la Révolution française, il fut nommé Haut Commandant des troupes suisses après le retour de Napoléon Bonaparte en 1815, il y a de cela exactement 200 ans. Avec une armée de 20'000 hommes, il envahit la Franche-Comté et prit Pontarlier ainsi que deux fortifications françaises. Afin de donner le coup de grâce à cette soi-disant neutralité, il s'allia à l'armée autrichienne, qui elle aussi avait déclaré la guerre à Napoléon. L'attaque contre la France tourna cependant à la débâcle : les soldats se mutinèrent car ils voulaient rentrer faire la récolte de leurs champs, les officiers se disputèrent et la logistique s'effondra. Depuis, aucune autre unité militaire suisse n'a jamais attaqué un pays voisin.

Il peut paraître regrettable de voir à quel point la représentation ahistorique des débuts de la neutralité Suisse après Marignan est répandue. Dans un même temps, l'impact de ce mythe inventé à la fin du 19ème siècle a ses bons côtés : d'autres pays utilisent des guerres du Moyen Âge pour attiser le ressentiment contre leurs ennemis contemporains ou pour justifier le rétablissement d'un honneur violé ou la récupération de territoires perdus par la force. Nous, Suisses, sommes heureusement épargnés par de tels discours. Si le prix à payer pour l'absence d'un militarisme agressif est la prise en otage d'un mythe national – la neutralité – par les bourgeois-conservateurs, on peut bien leur laisser leurs contes de fées. Ceci ne doit cependant pas empêcher le souvenir des guerres inutiles de la campagne de Franche-Comté et de Marignan, dans lesquelles se sont jetées têtes baissées les élites militaires suisses d'alors.

GLOSE

Prise de pouvoir

(af) Certains sondages font dresser les oreilles : d'après la majorité des interrogés lors d'une étude menée par l'École polytechnique fédérale de Zurich, la société privée Securitas serait la première instance responsable de la sécurité dans le pays. Grâce à une image favorable au client, elle a délogé sans violence l'Armée suisse de sa position et a ainsi de facto récupéré le monopole étatique. Félicitations ! Le Securitas peut être mobilisé dans n'importe quelle situation – et ce, sans formation préalable et à des prix défiant toute concurrence.

Même les augmentations conséquentes du budget de l'armée des dernières années n'ont rien pu y changer. L'armée essaie tout de même de contrer cette tendance en achetant une myriade de joujoux haute-technologie, mascarade d'attractivité et de crédibilité. Sur la liste des courses, on retrouve de nouveaux véhicules tout terrain Mercedes, qui, malgré leur équipement rudimentaire, sont néanmoins deux fois plus chers que la version de luxe avec cuir et sièges chauffants. Viennent ensuite les nouveaux drones sans pilote, qui doivent être accompagnés lors de chaque second vol, car s'ils volent seuls, ils représentent un danger pour l'aviation civile. Enfin, l'armée s'est également dotée de nouvelles armes pour ses simulateurs de guerre, afin que les soldats ne s'ennuient plus en cours de répétition. Et la cible de cette offensive de charme est la jeunesse. Ainsi, dans le canton du Valais, un commandant de l'armée a invité des parents et leurs progénitures à venir observer de près son arsenal. Toucher est autorisé et même encouragé. La taille des enfants semblait même inversement proportionnelle aux armes qui leur furent placées entre les mains. La suite logique paraît être des obusiers blindés pour les bébés. Un cadeau de l'Etat aux parents pour chaque naissance, pour encourager la production de futurs soldats. Et qui ne sait qu'en faire, ou n'a pas de place dans le garage pour le moment, peut simplement exporter ledit char à l'étranger.

CESSEZ LE FEU !

CESSONS + LE FEU!!!

Le commerce des armes, les investissements dans les entreprises d'armement, la recherche militaire dans les universités ainsi que les lobbys de l'armement dans la Berne fédérale sont les quatre piliers de l'industrie de l'armement en Suisse. Bien que les profits de la guerre et de la mort soient très élevés, ce phénomène est seulement perçu de façon marginale par la population. C'est contre cela que nous voulons nous défendre ! *Par Lewin Lempert*

Les industries de l'armement subsistent grâce aux conflits militaires et à l'instabilité globale. Les entreprises suisses veulent elles aussi vendre leurs produits et obtenir leur part du gâteau. Ainsi, il est simple de percevoir l'intérêt qu'elles ont à la déstabilisation mondiale, à l'insécurité globale et aux conflits armés : elles tirent leurs profits de la guerre. Pour les banques, les compagnies d'assurance et les caisses de pension helvétiques, les entreprises d'armement représentent des investissements profitables. Plus les états s'arment, meilleur est le retour sur investissement – les états ont donc un intérêt financier concret à la course aux armes et aux guerres. D'un côté, les entreprises d'armement locales produisent pour le compte des armées du pays, de l'autre, elles doivent se profiler sur le marché mondial de l'armement en termes de rentabilité. Et pour cela, elles ont besoin d'innovation et de recherche, entre autres en collaboration avec hautes écoles suisses. Un nombre important de personnes font de la recherche sur contrat de l'industrie de l'armement et de l'armée dans les écoles polytechniques, les universités et les HES suisses. Ainsi, le système académique est instrumentalisé afin de développer de nouvelles technologies militaires. Cette relation entre entreprises privées et politique officielle est massivement soutenue par le lobby de l'armement. Cela représente en quelque sorte le pot-de-vin de l'industrie de l'armement aux parlementaires et bureaucrates, ce qui lui permet de s'assurer leur soutien au sein des institutions politiques fédérales. Ainsi,

inquiété par des profits en baisse, le groupe d'intérêts de l'armement a réussi à assouplir la loi sur le matériel de guerre, permettant à nouveau de fournir légalement du matériel de guerre à des états violant gravement et systématiquement les droits de l'homme. Le GSsA exige que la Suisse mette fin au commerce de la guerre, interdise le commerce de l'armement et les investissements dans les entreprises productrices d'armes et introduise une clause civile pour la recherche et l'enseignement dans les établissements de formation supérieure. Ainsi seulement, la Suisse pourra accomplir sérieusement son mandat constitutionnel de respect des droits humains et de contribution à une coexistence pacifique entre les peuples. Par le biais de la campagne „Cessez le feu!“, nous voulons ouvrir un débat public sur la question, afin de définir si nous voulons être une partie du problème ou de la solution. En ce sens, nous avons établi quatre revendications :

1. **Pour une interdiction de l'exportation de matériel de guerre !**
2. **Pas d'argent suisse investi dans les conflits autour du monde !**
3. **Pour une recherche et un enseignement civils !**
4. **Pas de militaristes au Palais fédéral !**

Avec ton aide, nous pourrions atteindre ces quatre objectifs, et ainsi poser un cessez-le-feu à l'industrie de l'armement !

Tu retrouveras du matériel de campagne en dernière page de ce journal !

FINANCEMENT

Les banques et les caisses de pension investissent dans l'industrie de l'armement

Les banques et les caisses de pension suisses investissent chaque année des centaines de millions dans les multinationales de l'armement qui produisent également des armes interdites par le droit international telles que des armes nucléaires ou des armes à sous-munitions. Et ceci malgré l'interdiction de financement de ces armes dans le droit suisse. *Par Meret Schneider.*

La place financière suisse fait souvent l'objet d'après critiques dans les médias – entre autres : licenciements, mauvaises performances, bonus exorbitants pour les managers, directives internes sexistes. Les pratiques d'investissement de ces mêmes banques restent cependant souvent épargnées par les dénonciations publiques. Les instituts financiers investissent suivant la logique du profit, avec « le retour sur investissement » pour devise. Certaines banques ont un code d'éthique, selon lequel ils excluent certains placements. Par exemple, dans le rapport d'activité 2013 de la banque nationale suisse (BNS) figure que « la BNS a décidé en 2013 de ne pas investir dans des entreprises qui produisent des armes interdites par le droit international ». Ce qui peut paraître

plutôt convaincant sur le papier reste en pratique sans effet. Durant la première moitié de 2014, la BNS a augmenté ses investissements auprès des fabricants d'armes américains Honeywell International et Lockheed Martin à hauteur de 66 et 45 millions de francs. Honeywell International produit environ 85 pour-cent des composants non-nucléaires des armes nucléaires étasuniennes. Lockheed Martin est le plus gros producteur d'armes au monde et chargé de la production et de l'entretien d'armes atomiques pour les USA et la Grande-Bretagne.

La BNS n'est de loin pas seule à agir de la sorte : Crédit Suisse, l'UBS, les banques cantonales ainsi que d'autres banques moins connues ont investi depuis 2011 des sommes atteignant des milliards dans des firmes qui produisent des armes interdites par le droit international. En tête de liste, on retrouve l'UBS, qui a investi à elle seule plus de trois milliards de dollars nord-américains dans de telles entreprises, entre autres Lockheed Martin, Boeing, BAE Systems et Raytheon, les quatre plus gros producteurs d'armes au monde. Mais l'UBS n'est pas seule à tirer profit d'affaires douteuses. Crédit Suisse par exemple, après avoir déclaré

en 2010 de ne plus faire d'affaires avec des entreprises fabriquant des mines anti-personnelles ou des bombes à sous-munition, a investi presque 1.5 milliard de dollars US dans des entreprises productrices de bombes atomiques et de bombes à sous-munitions. Petit point positif : la banque s'est retirée du capital de l'entreprise Textron, l'un des principaux fabricants de bombes à sous-munitions. Au final, ce sont non moins de 5 milliards de dollars qui ont été investis cette année par des banques suisses dans des entreprises produisant des bombes atomiques et des bombes à sous-munitions. Et ce, si l'on ne prend en compte que les banques susmentionnées et les entreprises qui produisent des armes interdites par le droit international. Mais comment cela est-il possible, malgré l'interdiction ?

Pour un contrôle efficace

Bien que le financement de la production d'armes interdites par le droit international soit interdit depuis février 2013, cela ne concerne que les investissements directs ou indirects – ceux pour lesquels il est possible de prouver que l'interdiction a été volontairement contournée. Cependant, les provisions courantes

du droit pénal ne s'appliquent pas : habituellement, un accusé est déclaré coupable s'il est prouvé qu'il a commis l'acte volontairement ou en connaissance de cause des conséquences. Dans le cas de l'interdiction de financement, même si l'auteur de l'infraction l'a commise en connaissance de cause, il n'y a pas de délit. Cela veut dire que dans la pratique, il est quasiment impossible de prouver une violation de la loi – en particulier lorsqu'il s'agit d'investissements dans des fonds indiciels.

En conséquence, le GSsA exige une interdiction de financement effective. De plus, les banques doivent introduire des critères éthiques pour leurs affaires et les rendre publics. La nécessité de telles mesures se vérifie lorsqu'on observe les portefeuilles des banques suisses scrutées, qui jouent des rôles décisifs en tant qu'actionnaires auprès des plus gros producteurs d'armes du monde. Une autre politique est possible, comme le démontre l'attitude des banques scandinaves telle que la ASN Bank, Folksam, Philips Pension Fund et bien d'autres, qui ont simplement éliminé ces multinationales de leurs portefeuilles d'investissements. A quand une politique semblable dans les banques suisses ?

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Pour une interdiction des exportations de matériel de guerre !

Les armes ne sont pas un bien comme les autres. Elles sont produites afin de détruire des vies humaines. Le plus possible. Et de la façon la plus efficace possible. La Suisse, supposément neutre, s'implique de plus en plus dans ce sale commerce.

Par Nora Komposch

En 2014, la Suisse a exporté du matériel de guerre à plus de 79 pays, pour une valeur de 1,5 milliard de francs, ce qui représente presque deux fois le montant de l'année précédente. Les exportations ont presque atteint les niveaux record des années 2011 et 2012. Parmi les plus importants importateurs de matériel de guerre helvète, on retrouve : l'Allemagne, l'Indonésie, l'Italie, les USA, la Grande-Bretagne, la France, les Emirats Arabes Unis, le Bahreïn et le Brésil. Le premier consommateur de « biens militaires spécifiques » est la région actuellement la plus explosive du monde : le Moyen-Orient. En 2014, la Suisse a livré des biens d'armement d'une valeur de presque un demi-milliard de francs dans les zones de conflit de cette région. Pour la même catégorie de biens, on retrouve la Russie en tant que gros consommateur d'armes suisses. En agissant ainsi, la Suisse viole non seulement ses propres efforts pacifistes, mais également sa neutralité et sa tradition humanitaire.

Le profit plutôt que les vies humaines

Que le matériel de guerre puisse être utilisé

des années après sa livraison s'illustre très bien à l'aide d'un événement récent : en mai 2015, une vidéo a fait son apparition sur le net, montrant des chars d'assaut Piranha thurgoviens appartenant à l'armée saoudienne qui se préparaient à une invasion à la frontière du Yémen. Les exportations d'armes quelles qu'elles soient sont toujours problématiques. La « guerre contre le terrorisme » en Iraq, en Afghanistan et en Syrie le démontre : les démocraties occidentales n'hésitent pas à s'engager dans des guerres illégales du point de vue du droit international ou à commettre des violations des droits de l'homme. La Suisse propose à de nombreuses entreprises d'armement un environnement sûr. Parmi de nombreuses firmes de taille moyenne, quatre grosses entreprises jouent clairement le rôle de leader : la Mowag (qui appartient à General Dynamics European Land Systems), les usines de Pilatus, Rheinmetall Air Defence et RUAG. Elles profitent toutes des guerres et des régimes corrompus dans le monde entier. Par exemple, des chars d'assaut de la Mowag furent utilisés en 2011 par le régime Saoudien pour réprimer les mouvements d'opposition au Bahreïn, des avions Pilatus servirent à Saddam Hussein pour répandre des gaz toxiques sur les Kurdes au Nord de l'Iraq, des grenades de RUAG tuent à tout va au quotidien dans la guerre civile syrienne et des canons de Rheinmetall sont déployés et prêts à tirer au Pakistan et en Iran.

Une absurde différenciation dans la législation

L'assouplissement de la Loi sur le matériel de guerre en 2014 le démontre une fois de plus : les profits importent plus en Suisse que les vies humaines. Ainsi, les exportations de matériel de guerre vers des régimes qui violent gravement et systématiquement les droits humains sont maintenant ouvertes et légales. Les exportations de matériel de guerre sont réglementées en Suisse par la Loi sur le matériel de guerre (LFMG) ainsi que la Loi sur le contrôle des biens (LCB). En droit suisse, on entend par « matériel de guerre » les armes qui sont spécifiquement conçues pour les opérations armées et ne peuvent pas être utilisées à des fins civiles. Parallèlement, la LCB régule les exportations des « biens militaires spécifiques », par exemple les avions d'entraînement militaire de Pilatus. La Loi sur le contrôle des biens se démarque en ceci de la LFMG dans le

sens où elle est bien moins restrictive que cette première et autorise en conséquence bien plus d'exportations. Cette différenciation est absurde : aussi bien les chars d'assaut Piranhas de la Mowag (catégorie « matériel de guerre ») que les avions militaires Pilatus (« biens militaires spécifiques ») sont des biens d'armement qui servent au final à faire la guerre. Les vies humaines sont plus importantes que les profits de l'industrie de l'armement. C'est pourquoi le GSsA exige une interdiction de l'exportation de matériel de guerre et de biens militaires spécifiques. Annuler l'assouplissement de la LFMG ne serait qu'un premier pas dans la bonne direction. L'idéal à atteindre est une interdiction complète et totale de l'exportation de matériel de guerre quel qu'il soit. Ainsi, la Suisse pourrait donner un signal fort contre les guerres et pour la paix dans le monde, réhabiliter sa neutralité et gagner en prestance internationale.





CLAUSE CIVILE

Pour une recherche et un enseignement libre !

Avant qu'une arme puisse jouer de la gâchette, elle doit d'abord être développée. Il arrive souvent que des hautes écoles soient impliquées dans le développement de nouvelles technologies d'armement. Une clause civile pourrait changer les choses.

Par Thomas Leibundgut

Les hautes écoles suisses sont elles aussi impliquées dans des recherches dont le but est de créer des armes encore plus mortelles et des systèmes de surveillance à efficacité renouvelée. Il s'agit, d'une part, de projets publics dont le sujet de recherche est une problématique militaire ou de projets directement mandatés et financés par l'armée ou l'industrie de l'armement. Impliqués sont non seulement les chercheurs en sciences naturelles ou les ingénieurs, mais également ceux issus des sciences sociales.

Ainsi, les conflits armés et les guerres créent un marché mondial pour les biens militaires et d'armement. L'utilisation à des fins militaires de la science et du développement technologique est une dimension essentielle de la course aux armes, qui est aujourd'hui plutôt concentrée sur la domination technologique que sur le volume d'armes.

La situation en Suisse

Diverses hautes écoles suisses sont impliquées dans la recherche militaire et le développement d'armes. L'Ecole polytechnique de Zurich fait de la recherche financée par et pour le comp-

te de la US Air Force, afin de développer des jets de combat encore plus performants. L'université de Zurich a déjà mis au point un système de traitement des données financé par la NSA. La ZHAW (Zurich University of Applied Science) fait des recherches mandatées par armasuisse, l'Office fédéral de l'armement, dans le domaine des robots militaires. Les hautes écoles suisses sont ainsi directement impliquées dans le monde de l'armement et la conduite de la guerre.

Les hautes écoles peuvent soit être au service de la paix, soit être instrumentalisées à des fins de guerre et pour des militaristes. La question qui se pose est la suivante : qu'attend une société libérale (dans le sens politique) et pacifiste de ses hautes écoles ? Devraient-elles faire de la recherche pour la paix et l'élaboration de solutions civiles dans tous les domaines ou participer à la course aux armes et au développement d'armes toujours plus mortelles ?

Nous sommes persuadés que les hautes écoles, et la science en général, devraient être au service de la paix et être axées sur la recherche de solutions civiles et pacifistes aux problèmes de la société, et non sur le développement d'armes toujours plus mortelles et de systèmes de surveillance plus élaborés.

La solution : une clause civile

C'est pourquoi nous voulons introduire une clause civile dans les hautes écoles suisses. La clause civile signifie que les institutions de formation supérieure refusent toute participation

à une recherche ou à un enseignement qui sert des buts militaires. La recherche militaire et la coopération avec l'armée et l'industrie de l'armement sont fondamentalement interdites.

Plusieurs universités de l'espace germanophone, entre autres la Technische Universität Berlin, ont déjà introduit une clause civile récemment ou lors des 15 dernières années. Ces exemples montrent qu'une clause civile peut être une réalité concrète et non un idéal à atteindre dans le futur.

Aujourd'hui, la part de la recherche militaire en Suisse est encore relativement faible. Il s'agit principalement de projets isolés et de faibles montants – un domaine de recherche dont la Suisse peut aisément se passer, sans perdre d'importantes sources de financement ou un

nombre de projets élevés. Au contraire : une libération des hautes écoles suisses de la recherche militaire permet de créer plus de potentiel pour des domaines de recherche civils prometteurs.

En addition à de telles clauses civiles, les hautes écoles doivent également rendre public tous leurs projets de recherche. La transparence est une condition sine qua non pour permettre un débat public démocratique et critique sur la science. De par cette obligation choisie par les hautes écoles de faire seulement de la recherche à des fins civiles et pacifistes et de refuser l'instrumentalisation de l'industrie de l'armement et du militaire, la Suisse pourra faire un réel pas en avant dans la construction d'un monde plus pacifiste.



LOBBY DE L'ARMEMENT

Pas de militaristes au Palais fédéral !

Bien qu'omniprésent, le lobby de l'armement est pratiquement invisible en Suisse. Il permet aux partisans du commerce de la mort d'atteindre des majorités au Parlement. Il influence les prises de décisions lorsqu'il s'agit de l'acquisition de nouveaux systèmes d'armement. Et cela, grâce à des moyens financiers énormes.

Par Lewin Lempert

La Suisse est le seul pays d'Europe centrale dans lequel les partis, les politiciens et les comités référendaires ne connaissent pas l'obligation de rendre leur financement public. En conséquence, l'identité de ceux qui financent les campagnes politiques reste complètement occulte. Et ce n'est pas uniquement lors de votations ponctuelles que l'argent coule soudain à flot de sources douteuses : le lobby de l'armement est présent au quotidien au Palais fédéral et dans d'autres institutions. De nombreux membres du Parlement sont en fait des hommes de main de l'industrie de l'armement. Des boîtes de relations publiques qui ont par-

fois droit d'entrée au Parlement, comme Farner PR par exemple, jouent le rôle d'intermédiaire entre le Parlement et les entreprises individuelles de l'armement. Les effets que ce puissant lobby peut avoir sur la politique se sont vus lors de l'assouplissement de la Loi sur le matériel de guerre (LFMG) en 2014. La majorité bourgeoise a soudainement décidé, en faveur de l'industrie de l'armement, d'autoriser à nouveau les exportations vers des pays qui violent systématiquement et gravement les droits de l'homme.

De nombreux parlementaires entretiennent d'étroites relations avec le lobby de l'armement. Leo Müller, Conseiller national PDC, a par exemple procuré un droit d'entrée direct au Parlement à Oscar Schwenk, PDG de Pilatus. Pilatus produit majoritairement des avions militaires « d'entraînement » – qui peuvent cependant également être armés et qui ont déjà été utilisés à de nombreuses reprises contre des populations civiles. L'emprise du lobby est également présente dans les médias : le chef de la rubrique nationale de la NZZ,

Rene Zeller, ainsi que le secrétaire général de l'UDC sont d'anciens employés de Farner PR. Au sein de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), 12 des 25 parlementaires sont membres du « Cercle de travail sécurité et défense » (CSTD), organisation contrôlée par Farner PR. Ainsi, 12 des 25 membres de la CPS-N sont membres du lobby de l'armement et constituent, à une voix près, la majorité absolue.

Opacité et népotisme

Dans le domaine de la politique d'approvisionnement aussi, les conflits d'intérêts foisonnent. Un des exemples est l'achat planifié d'un nouveau système de défense aérienne au sol (défense air-sol – DSA). Au centre de l'action, Fabian Ochsner, membre de l'Etat-major d'engagement des Forces aériennes du DDPS et président central de l'AVIA, la Société des officiers des forces aériennes, est également vice-directeur de Rheinmetall Air Defence, une entreprise spécialisée dans les systèmes de défense anti-aériens. Ochsner est responsable

de la gamme de produits et du marketing de l'entreprise. En d'autres termes : Fabian Ochsner participe à la prise de décision du DDPS d'acheter ou non les produits de l'entreprise qui l'emploie.

Il devrait aller de soi que les parlementaires doivent rendre public les intérêts qu'ils représentent et à qui ils procurent une entrée au Palais fédéral. Il en va de même pour le financement de la politique en général. C'est pourquoi le GSsA exige :

1. Plus de transparence et la communication de toutes fonctions et mandats lors de la remise d'une autorisation d'entrée au Palais fédéral !
2. La divulgation de tout rattachement à des intérêts privés de la part des parlementaires, ainsi que des associations dont ils sont membres et leurs sources de financement !
3. Une totale transparence du financement de la politique !

Aujourd'hui encore, de nombreuses activités des lobbys de l'armement restent cachées et opaques. Pour vous, nous nous efforçons de les rendre publiques !

CAHIER SPÉCIAL

CESSONS + LE FEU!!!

Time to Act – Save the Date!

(II) Il n'y a qu'avec toi que nous pouvons mettre cette campagne en route ! Ce n'est qu'en unissant nos forces que nous pourrons faire vaciller l'industrie de l'armement ! Inscris donc ces dates en gros dans ton agenda. Ou accroche les au-dessus de ton lit, à la porte des toilettes ou dans l'escalier. L'important, c'est que tu viennes ! Avec pour devise : Cessez le feu ! Aide-nous et engageons-nous pour une politique pacifiste conséquente !

Dimanche soir **23 août**

il fait nuit noire. Les conditions parfaites pour les trafiquants aux mains tachées de sang et assoiffés de profit. Nous voulons montrer du doigt ceux qui profitent de la guerre ! Zurich est le lieu idéal...

Vendredi **28 août**

les banques cantonales ont elles aussi des comportements tendancieux. Les comptes semestriels de la Banque Cantonale zurichoise sont le point de départ idéal pour une action créative !

Mardi **8 septembre**

la Banque Nationale Suisse est embourbée dans les magouilles de l'industrie de l'armement. Ceci doit changer !

Début du semestre en **septembre**

nous voulons réveiller les universités ! Clause civile à la place de la recherche militaire – pour une recherche et un enseignement libre.

Début **octobre**

plus de militaristes au Parlement ! Nous partons en croisade contre le lobby de l'armement au Palais fédéral !

Mardi **27 octobre**

les exportations d'armes seront toujours une épine dans le pied... Le matin, le Secrétariat d'Etat à l'Economie présente les dernières statistiques sur les exportations. Et nous serons de la partie !

Première semaine de **novembre**

les caisses de pension gèrent de l'argent qui nous appartient. Cependant, leurs agissements sont opaques et dictés par la recherche du profit à tout prix – et il en va de même lorsqu'il s'agit d'investir dans l'industrie de l'armement. Pour nous cela signifie : il est temps d'agir !

Lundi **16 novembre**

les seigneurs de la guerre adorent la Suisse. Ici, on peut cacher de l'argent afin de financer les derniers achats d'armes à la maison. Pas avec nous !

Lundi **30 novembre**

première session pour le Parlement fraîchement élu. Il n'est pas encore clair si les vieux militaristes seront remplacés par les jeunes pacifistes. Mais que ce soit pour exulter ou huer, nous serons là !

Décembre

la période de l'Avent est un temps pour l'activisme ! L'industrie de l'armement ne dort jamais – nous non plus, et sûrement pas à Noël.

Lundi 30 novembre

première session pour le Parlement fraîchement élu. Il n'est pas encore clair si les vieux militaristes seront remplacés par les jeunes pacifistes. Mais que ce soit pour exulter ou huer, nous serons là !

Tu trouveras des informations supplémentaires sur les actions dans notre Agenda sous www.gsoa.ch/gsoa/agenda, par Email via notre Newsletter, sur notre page facebook et sur le site internet www.kriegsmaterial.ch.

INITIATIVE MULTINATIONALES RESPONSABLES.

Affaires internationales, responsabilité internationale

Les scandales révélant l'implication de multinationales suisses dans des cas de violation des droits de l'homme et de destruction de l'environnement sont légion. Une initiative populaire vise à mettre fin à de telles pratiques. *Par Seraina Patzen*

L'entreprise d'informatique Suisse Neosoft développe des systèmes de surveillance haute technologie. En été 2014, la firme reçut la visite de dix membres de l'unité paramilitaire spéciale Rapid Action Battalion du Bangladesh. D'après des organisations de défenses de droit de l'homme telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch, la RAB est coupable de centaines d'assassinats et d'enlèvements d'activistes de l'opposition au Bangladesh.

Au centre des prérogatives de la RAB en Suisse : le système IMSI-CATCHER développé par Neosoft. Cette technologie permet d'espionner et d'identifier les téléphones portables se trouvant dans un rayon de plusieurs centaines de mètres alentours – inutile de préciser qu'entre de mauvaises mains, cette technologie peut être utilisée à des fins de

répression. Il est plus que probable que la délégation en visite à Zurich ait été formée à l'utilisation et la maintenance du IMSI-CATCHER.

Afin d'empêcher la répétition de cas similaires de violations de droits humains liés aux activités de multinationales ayant leur siège en Suisse à l'avenir, une coalition de plus de 70 ONGs, d'oeuvres de bienfaisance, d'organisations de défense de l'environnement, de syndicats et d'organisations ecclésiastiques s'est formée pour lancer l'initiative pour des multinationales responsables. La GSsA est aussi de la partie. Cette initiative exige des multinationales suisses que celles-ci respectent aussi les droits de l'homme et les standards environnementaux dans leurs activités à l'extérieur de la Suisse.

Fonctionnement de l'initiative

Le principe sur lequel se fonde l'initiative est un devoir de diligence obligatoire pour toutes les entreprises ayant leur siège en Suisse. En cas d'acceptation de la votation par le peuple, les multinationales concernées auraient l'obligation de vérifier si elles sont impliquées dans

des violations des droits de l'homme ou de destruction de l'environnement ou si elles en sont elles-mêmes les instigatrices. En de telles cas, elles seraient tenues de prendre des mesures afin d'y mettre fin et de rendre compte de manière transparente des résultats de leur audit. En utilisant l'instrument du devoir de diligence, l'initiative met tout d'abord l'accent sur la prévention. Afin d'inciter les multinationales à exécuter leur audit, l'initiative prévoit un mécanisme de responsabilité civile. Ainsi, les entreprises qui ne mettent pas en oeuvre leur devoir de diligence peuvent être tenues responsables pour les violations des droits humains et les crimes environnementaux commis par leur propre firme et leurs sociétés filles. Cela signifie qu'une entreprise ne doit pas seulement vérifier si les droits humains sont respectés à chaque échelon de l'échelle de production et de livraison d'un produit donné, mais aussi au niveau de sa commercialisation. Et cette dernière provision est de prime importance pour la GSsA : elle permettrait ainsi de forcer les entreprises de l'armement suisses de vérifier la comptabilité de leurs exportations

d'armes avec les droits humains. Grâce au devoir de diligence, qui englobe les conséquences pour les droits humains dans leur intégralité, il serait possible d'aller plus loin que les provisions prévues par la loi actuellement en vigueur sur l'exportation du matériel de guerre.



FRONTIÈRES

Frontex, L'Europe et la Suisse

En tant que membre de Schengen, la Suisse participe à Frontex. Cependant, la Suisse n'est pas représentée à la Commission Européenne ou au Conseil Européen, institutions dont répond directement l'agence de protection des frontières extérieures européennes. Quel rôle la Suisse joue-t-elle concrètement dans cette constellation ?

Par Meret Schneider

Lorsque l'on considère l'évolution de la politique d'asile et de migration européenne, on perçoit une tendance à la diminution du niveau de démocratie. On remarque cela notamment à travers l'exemple de l'agence de protection des frontières européenne (Frontex), qui échappe au contrôle du Parlement européen.

L'agence répond seulement à la Commission Européenne et au Conseil de l'Europe, qui sont des institutions interétatiques et dominées par les nations les plus puissantes de l'Union européenne (UE) : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. En tant que membre de Frontex, la Suisse participe au processus de militarisation du contrôle des frontières européennes, sans pour autant y avoir un droit de parole et de décision. Une illustration parfaite de cette « participation muette » peut s'observer à travers les activités de la Suisse en tant que membre d'Eurosur – organisation à laquelle la Confédération collabore de puis mars 2015.

De part sa participation à Eurosur, la Suisse est intégrée dans le « European Border Surveillance System », un système de surveillance

haute technologie qui scanne les 15'000 kilomètres constituant la frontière extérieure de l'espace Schengen au moyen de satellites et de drones. Eurosur est le système d'échange d'informations de Frontex, dont la mauvaise réputation ne fait qu'augmenter au rythme des violations répétées des droits humains dont elle se rend coupable. Mais apparemment, la fin justifie les moyens : le budget des opérations maritimes «Poséidon» et «Triton» vient d'être triplé (avril 2015), passant de trois à neuf millions d'euros par mois. Et ceci bien que les opérations maritimes fassent l'objet de sévères critiques en raison des accusations de violations des droits de l'homme qui entachent ces campagnes en méditerranée. En parallèle, le nombre de jours de mission de soldats suisses auprès de Frontex ne cesse d'augmenter. Le projet de développement de l'armée (DEVA) qui prévoit l'autorisation et l'augmentation du

déploiement de troupes à des fins civiles, revêt une signification bien différente lorsque l'on considère la militarisation de la politique d'asile et de migration : s'agira-t-il vraiment uniquement de déblayer les pistes de ski du Lauberhorn et de nettoyer les forêts après des inondations ? Le chercheur spécialiste de la paix, Tobias Pflüger, décrit l'UE comme l'« archétype de l'application militaire civile », en regard au nombre croissant d'actions militaires combinant forces civiles, policières et militaires. Une tendance que l'on observe également en Suisse. Le Conseil National a, par exemple, autorisé en juin dernier l'achat de Drones Hermes-900 pour un montant total de 250 millions de francs. D'après armasuisse, ceux-ci seront, d'après déployés en priorité « en soutien aux autorités civiles, par exemple la police ou les gardes-frontières. ». L'Europe militarise les frontières, la Suisse cofinance, co-militarise et se tait.

GENÈVE

Caserne contre logements, un marché de dupes

Le 3 juin dernier, 9000 signatures ont été déposées en appui au référendum initié le 26 avril dernier par le GSsA. Ces 9000 signatures, récoltées principalement par le GSsA et le mouvement solidaritéS, constituent un signal fort : le financement de nouvelles places d'armes par le canton et les futurs locataires de la parcelle des Vernets ne va pas de soi. Les Genevoises et les Genevois trancheront la question de la construction d'une nouvelle caserne à Meyrin-Mategnin. *Par Amanda Gavilanes*

En 2012, Mme Isabelle Rochat, conseillère d'Etat anciennement en charge du dossier, signait un protocole d'accords additionnels avec M. Ueli Maurer, afin de libérer de façon anti-

cipée de la parcelle des Vernets. Ces accords posent un certain nombre de problèmes aussi bien sur le fond que sur la forme. En effet, la construction et la mise à disposition d'infrastructures militaires entièrement financées par le canton crée un précédent inacceptable dans les relations cantons-armée, dont les conséquences dépasseraient les frontières genevoises. A cela s'ajoute l'impact direct de cet accord sur la réalisation de logements d'utilité publique.

Le Conseil d'Etat et la majorité du Grand conseil genevois entendent donc offrir à l'armée une nouvelle caserne et la transformation de deux autres places d'armes en échange du départ de l'armée de la caserne des Vernets. Au final, avec la réalisation pour 21 millions de

francs d'une nouvelle caserne à Meyrin-Mategnin et les deux projets de places d'armes à Aire-la-Ville et Epeisses, le canton entend déboursier près de 75 millions de francs en faveur de l'armée. Ces projets sont profondément disproportionnés et injustes. Ces vingt dernières années, l'armée a réduit ses effectifs passant de 600'000 à 120'000 soldats. De nombreuses places d'armes, notamment dans les villes, ont été fermées sans aucune compensation. Pourquoi devrions-nous faire office d'exception? Genève a besoin d'investir dans des projets utiles à la collectivité. Ce qui n'est pas le cas ici. De plus, la réalisation de la nouvelle caserne de Meyrin-Mategnin se fera en grande partie au détriment des futurs locataires du site des Vernets. En effet, comme il est spécifié dans l'appel

d'offres du canton, les constructeurs des logements prévus aux Vernets pourront faire payer aux locataires les charges liées au déménagement de l'armée moyennant un « dé plafonnement des loyers maximums des logements ». À la clé, les contribuables et les locataires genevois vont passer à la caisse pour trois nouvelles places d'armes et des logements trop chers!

Le GSsA se réjouit du dépôt des 9000 signatures qui montrent l'intérêt et l'inquiétude des citoyennes et des citoyens genevois concernant ce projet de construction qui conduit à une militarisation outrancière du canton. Les Genevoises et les Genevois ont également exprimé, à travers leurs signatures, leur scepticisme face au mode de financement du projet et à l'impact que celui-ci aura sur la réalisation de vrais logements d'utilité publique sur la parcelle des Vernets.

FEMMES POUR LA PAIX

«Womens' Power to stop war»

La Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) a fêté ses cent ans d'existence en organisant une conférence jubilé, qui s'est tenue du 27 au 29 avril 2015 à la Haye. Par Agnes Hohl

La WILPF est la première organisation féminine pacifiste de l'histoire. Elle a été fondée en 1915, en pleine première guerre mondiale à la Haye, lors d'un sommet réunissant plus de 1000 femmes originaires de douze nations différentes rassemblées pour protester contre la guerre en cours à l'époque.

A l'origine de l'initiative, on retrouve des figures marquantes du mouvement pour le droit de vote des femmes, telles que Anita Augspurg ou Clara Ragaz. Dans l'entre-deux guerres, la WILPF était l'organisation féminine phare dans le monde, avant de perdre de son élan. Aujourd'hui, l'organisation compte plus

de trente sections réparties dans le monde entier. Au rang des nouveaux membres, on compte la section ghanéenne, fondée l'an passé, l'Espagne, qui rejoignit l'organisation il y a de cela quatre ans et la renaissance récente de la section israélienne. La section Suisse a elle aussi connu des hauts et des bas – la section

actuelle a été fondée pour la seconde fois en 2004.

A la conférence de cette année, en marge des festivités, l'éducation politique est restée au centre des activités. Après l'imposante cérémonie d'ouverture, chaque matin, des panels au sujet de thèmes généraux tels que le capitalisme, le militarisme ou le patriarcat avait lieu. L'après-midi, des thèmes plus spécifiques tels que la xénophobie, « The face of war is

economy », le Moyen Orient ou le fondamentalisme ont occupé les esprits.

Lors d'une autre session, Susi Snyder, directrice de PAX Hollande et de l'alliance « Don't bank on the bomb » a présenté cette campagne qui vise à renoncer à investir dans les entreprises qui produisent des bombes interdites par le droit international. L'un de ses instruments principaux est un « Wall of Fame » et un « Wall of Shame » qui répertorie d'une part les banques ayant arrêté d'investir dans l'industrie de l'armement et d'autre part les mauvais élèves, gros poissons du financement du matériel de guerre. Jody Williams, elle aussi sur scène, en a appelé à fonder de nouvelles alliances contre les drones. Enfin, dans une tonalité semblable, Cynthia Enloe a appelé à considérer les possibilités de travail pour jeunes diplômés, qui sont pour la plupart responsable de l'attrait de ces secteurs pour certains. Dans son ensemble, la conférence offrit un éventail d'idées intéressantes et de campagnes inspirantes.



INTERVENTIONNISME MILITAIRE

Bilan d'une catastrophe

L'interventionnisme militaire a rendu le monde plus chaotique. Les conflits récents en témoignent. Von Josef Lang

70 ans après la fin de la seconde guerre mondiale et 25 ans après la fin de la Guerre Froide, le monde semble avoir à nouveau déraillé. En Europe, la crise ukrainienne et l'expansion de l'Etat Islamique donnent l'impression que le monde a sombré dans un chaos généralisé. Ces deux explosions de violences ont cela en commun que l'interventionnisme militaire et les velléités d'expansionnisme de l'Occident des deux dernières décennies y jouent un rôle décisif.

Débutons au Moyen-Orient. La terreur barbare des extrémistes sunnites en Iraq, en Syrie et dans d'autres pays comme la Libye et la Tunisie est une conséquence directe de l'invasion britannique et étasunienne de l'Iraq en 2003. La destitution des autorités sunnites, la marginalisation et la discrimination dont la minorité fut l'objet après la chute de Saddam Hussein sont autant de facteurs qui expliquent la volonté de vengeance de certains d'entre eux. Dans la rivalité Sunnite-Chiïte pour le contrôle du Moyen-Orient, Daech ou l'Etat Islamique (EI) n'est qu'un pion parmi tant d'autres financé par les sunnites fondamentalistes saoudiens, premier partenaire des USA après Israël dans la région. L'EI est aussi ainsi soutenu indirectement par la Grande Bretagne, la France et les exportations d'armes en provenance de la Suisse.

Libye et Syrie

L'ascension de Daech a aussi été favorisée par la militarisation et l'identification religieuse de la résistance contre la tyrannie du régime de Baschar-Al-Assad. Rappelons que si le gouvernement Syrien tient encore envers et contre tout, c'est surtout grâce à la Russie et à la Chine,

dont les vetos empêchent la conclusion de résolutions au Conseil de Sécurité de l'ONU et/ou une éventuelle intervention militaire. Pourquoi ces deux pays agissent-ils ainsi en 2012 après avoir toléré une situation semblable contre Kadhafi l'année précédente ? La réponse semble se trouver dans l'interprétation de la résolution de la France, des USA et de la Grande-Bretagne, qui, tous trois membres de l'OTAN, avaient utilisé la résolution sur la Libye – qui ne prévoyait rien de plus qu'une zone d'exclusion aérienne – pour justifier une intervention militaire directe. Cette violation de la résolution de l'ONU dans laquelle la Russie et la Chine portent indirectement une part de responsabilité en tant que membres du Conseil de Sécurité les rendit méfiants envers leurs partenaires occidentaux.

L'intervention de l'OTAN dans la guerre civile libyenne eut une autre conséquence négative. Comme les Libyens n'eurent pas la possibilité d'être les artisans de leur propre libération, ils n'eurent pas les fondements permettant de fonder une nation commune – rendant la possibilité de vivre ensemble encore plus précaire qu'elle ne l'était déjà. Emmanuel Kant, auteur de la « Paix perpétuelle » rejeta l'interventionnisme militaire dans ses écrits car il le savait en contradiction avec les principes liés de libération collective et de maturité nationale.

Les tentatives de médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, échouèrent aussi, et ce en raison de la mise à l'écart de l'Iraq par les USA – ce qui empêcha définitivement la Russie et la Chine, alliés de l'état Perse, de jouer un rôle constructif dans l'affaire. La seule force qui aurait été capable d'empêcher l'escalade dans le conflit syrien avant l'apparition de l'Etat islamique eut été l'ONU. Mais l'institution ne voulait et ne pouvait agir qu'avec l'Iraq – ce qui était exclu par les USA. C'est une véritable tragédie pour tout le Moyen-Orient

de constater que le rapprochement entre les USA et l'Iraq ne s'opère qu'aujourd'hui. Lorsqu'il s'agit de combattre Daech, d'après Banki-Moon, « les armes les plus efficaces contre les terroristes ne sont pas les bombes mais les solutions politiques, telles que créer de l'emploi et des programmes sociaux. »

Le Kosovo et la Crimée

Retour en Europe. Il y a de cela un an, l'ancien Chancelier allemand, Gerhard Schröder, défendait le comportement de Poutine quant à l'annexion de la Crimée en disant qu'il avait lui-même violé le droit international en 1999 en s'engageant dans la guerre du Kosovo. Selon lui, la guerre du Kosovo était la porte ouverte à l'annexion de la Crimée. La participation du gouvernement vert-social-démocrate allemand à la guerre du Kosovo trouvait avant tout sa raison d'être dans l'expression allemande. « La Serbie doit mourir ». En 1991 déjà, la RFA avait reconnu la Croatie et la Slovénie sans conditions dès leur déclaration d'indépendance de la Yougoslavie et ce bien que l'ONU avait prévenu que ceci pourrait mener « à un bain de sang en Bosnie-Herzégovine ». La plus grande puissance de l'Europe, la RFA, ne se comporte pas plus respectueusement envers l'ONU que ses collègues étasuniens et britanniques.

A l'origine de la dérive : la fin de la guerre froide et surtout la dissolution du pacte de Varsovie, qui précipitèrent l'OTAN dans une crise existentielle. Dans un tel contexte, la possibilité de justifier sa raison d'être en intervenant contre Milosevic, sorte de « Diabolus ex machina », tombait à point nommé. Au début de la guerre des Balkans, l'ONU et l'OSCE jouissaient encore d'une bonne réputation pour leur rôle dans la dissolution pacifique du bloc de l'est. Cela les rendaient encore plus dangereuses en tant que rivales de l'OTAN. Au final, au printemps 1999, la situation était la suivante : une guerre illégale du point de vue du droit international au Kosovo, la transfor-

mation de l'OTAN en puissance d'attaque mondiale et la marginalisation de l'ONU. Robert Kagan, dans son livre culte néo-conservateur « La puissance et la faiblesse » argumente que « la viabilité à long terme de l'alliance » était l'un des « buts principaux de l'intervention américaine » au Kosovo, tout comme « la préservation de l'alliance était une des motivations premières de l'intervention des USA dans la guerre de Bosnie ». La guerre d'Iraq, elle aussi illégitime du point de vue du droit international, n'est qu'une conséquence de ce développement.

L'OTAN contre l'OSCE

Au même moment, l'OTAN étendit son emprise à l'Est, en acceptant les anciens membres du pacte de Varsovie en tant que membre de l'alliance militaire. Et ce bien que le chancelier allemand de l'époque, Helmut Kohl, ainsi que les ministres des affaires étrangères Genscher et Baker avaient promis à leur collègue russe Gorbatchev de ne pas le faire. L'expansionnisme de l'OTAN affaiblit la crédibilité de l'OSCE et la présence de l'ONU en Europe avec pour conséquence un renouveau du nationalisme russe. La Suisse s'est engagée dans l'affaire en violation de sa neutralité de part son entrée au « NATO-Partnership for Peace » en 1996. Grâce au soutien du mouvement anti-guerre, particulièrement actif de 2002 à 2009, la gauche pacifiste parvint, par le biais d'un accord arithmétique avec l'UDC à empêcher une participation de la Suisse à l'OTAN par l'intermédiaire de la Swisscoy. C'est donc en partie grâce au GSa qu'aucun soldat Suisse n'a jamais du être envoyé en Afghanistan ou en Afrique.

Mais comme le démontre le débat sur les avions de transport, cette victoire pacifiste est à nouveau sur la sellette. Cela est d'autant plus inquiétant que le bilan de l'interventionnisme militaire, en particulier en ce qui concerne la « guerre contre le terrorisme », est catastrophique.

EUROPE

La militarisation de la politique d'asile

Cela fait des années que des exilés se noient dans la Méditerranée sur la route pour l'Europe. Mais depuis un an et demi, le nombre de décès a radicalement augmenté. Les médias s'emparèrent du phénomène, créant l'espoir d'un changement de politique. En vain. Depuis, des milliers de migrant(e)s ont à nouveau perdu la vie. L'Europe, elle, regarde et discute. En ce moment, la militarisation de la politique de migration continue, pour le plus grand désavantage des exilé(e)s. Par Martin Parpan

La question que l'Europe devrait se poser face à la catastrophe permanente en Méditerranée devrait être la suivante : « Que faire pour empêcher que des gens continuent de se noyer devant les côtes de l'Europe? ». La réponse semble logique : dans la recherche de voies qui permettraient aux migrant(e)s de pénétrer l'Europe en toute sécurité. La logique de la

politique d'asile et de migration de l'Europe est malheureusement complètement différente. L'Europe cherche à mettre sur pied des méthodes qui « protègent » plus efficacement les frontières contre les flots de migrant(e)s. Dans cette perspective, ces gens qui fuient la guerre, la famine ou le manque de perspectives ne sont plus des victimes mais des criminels, qui cherchent à s'octroyer quelque chose auquel ils n'ont pas le droit. Nous, les bons. Eux, les méchants. Cette idéologie définit les fondements de la politique de migration de la droite: ne pas aider, mais se défendre. Une base parfaite pour justifier l'action militaire. Ainsi, il paraît peu étonnant que les opérations « Triton » et « Poseidon » menées par l'agence européenne de protection des frontières FRONTEX dans la méditerranée n'aient pas pour but de sauver mais de repousser les migrant(e)s. Des bateaux de guerre et des hélicoptères patrouillent le long des côtes européennes. FRONTEX coor-

donne les opérations avec pour but officiel d'empêcher les migrant(e)s de pénétrer en Europe. En parallèle, l'agence de protection des frontières extérieures de l'UE développe des technologies toujours plus performantes pour le contrôle des frontières, en collaboration directe avec l'industrie de l'armement. La politique de migration européenne est tout simplement devenue une politique « de défense » militaire.

Bombarder les problèmes

En Suisse, c'est – sans surprise – l'UDC qui exploite au maximum le potentiel populiste de la relation entre « problèmes d'asile » et « actions militaires ». En guise de solution miracle : attaquer les réseaux de trafic d'êtres humains et mettre les passeurs hors de nuire. Des scénarios envisageant le bombardement des bateaux transportant des migrant(e)s devant les côtes de la Libye sont envisagés. Et si le trafic

d'êtres humains est naturellement un grave problème, il n'est qu'une conséquence de la politique européenne de migration, qui ne laisse aucune alternative aux migrant(e)s – même et surtout à ceux qui ont droit à l'asile. De penser qu'il est possible de se débarrasser du problème en bombardant les bateaux des passeurs sur territoire libyen est non seulement naïf, mais aussi illégal du point de vue du droit international. Et les gens en fuite trouveront toujours de nouvelles routes pour fuir l'horreur. Les bombes ne sauvent pas de vies. Tant que la droite réussira à présenter les requérant(e)s d'asile et les migrant(e)s comme une menace pour notre prospérité économique, la politique de migration restera une politique de défense militaire. Dans le sillage de la droite, c'est l'industrie de l'armement qui en profite. La militarisation continue. Et les victimes restent les migrant(e)s, qui continueront avec certitude à se noyer misérablement à l'avenir.

RÉINTÉGRATION DES ENFANTS SOLDATS

Un ancien enfant soldat invité en Suisse

D'après l'UNICEF, il y a environ 250'000 enfants soldats dans le monde dont l'enfance est précipitée dans le sillage de la guerre. Au nombre de facteurs qui les poussent à rejoindre des groupes armés ou des troupes gouvernementales, on retrouve le recrutement de force, la pauvreté, le manque de perspective ou la pression sociale.

Par Marco Baumgartner

Junior Nzita Nsuami, ancien enfant soldat originaire de la République Démocratique du Congo (RDC) et ambassadeur de bonne volonté de l'ONU séjourna en Suisse entre mars et juin 2015. Il fut recruté de force à douze ans et passa les dix années suivantes sous contrôle de l'armée, et fut non seulement victime mais aussi coupables d'actes d'une extrême violence. Il fut démobilisé en 2006 via un programme de l'UNICEF et de l'agence gouvernementale congolaise CONADUR (Commission Nationale de la Démobilisation et Réinsertion).

Junior Nsuami raconte dans son autobiographie « Si ma vie d'enfant soldat pouvait être racontée » son histoire d'ancien enfant soldat en RDC d'une voix à la fois émouvante mais aussi réfléchi. Depuis 2006, Junior Nzita Nsuami s'engage pour la démobilisation des enfants soldats dans le monde entier.

Le problème des traumatismes non travaillés

Bien que ces enfants aient vécus des événements traumatisants au combat et dans leur environnement quotidien, la plupart des programmes de démobilisation et de réinsertion n'incluent pas de cadre spécifique pour répondre à la détresse psychologique créée par ces traumatismes. Les enfants soldats démobilisés se retrouvent face à un énorme déficit lorsqu'il s'agit pour eux de réintégrer la vie civile, dans laquelle ils doivent apprendre à communiquer autrement qu'avec des armes. Cette absence de travail sur les traumatismes empêche souvent une réintégration réussie.

Junior Nzita Nsuami le décrit lui-même : « Parfois, je suis soudain frappé de maux de tête insupportables, lorsque par exemple je vois quelqu'un avec une arme et que je suis submergé par le souvenir des crimes que j'ai commis moi-même ». Il voit le travail sur les traumatismes comme une condition sine qua non pour la paix et la réconciliation.

En automne 2015, Junior Nzita Nsuami reviendra en Suisse, avec sous le bras son autobiographie traduite en allemand. Il continuera sa campagne de sensibilisation principalement dans des écoles et des universités allemandes, afin d'attirer l'attention sur la question des enfants soldats, afin de démontrer la nécessité de soigner les traumatismes pour augmenter les chances d'une réintégration sociale réussie.

Autobiographie gratuite de Junior Nzita Nsuami en allemand, français et anglais : www.theartscoalition.org



Junior Nzita avec des enfants à Kinshasa, RDC.

CITOYENNETÉ

Atteindre la paix dans le monde grâce aux citoyens du monde ?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les citoyen(ne)s du monde s'engagent pour un monde sans frontières. Leur credo : ceux et celles qui se définissent en tant que citoyen(ne)s du monde ne déclenchent pas de guerres. Par Lena Gregoris

Le 22 Novembre 1948, un groupe de jeunes gens, dont l'acteur Garry Davis, interrompt l'assemblée générale des Nations Unies à New York pour appeler à la création d'un gouvernement mondial. Cette revendication se basait sur l'idée que si les nations individuelles étaient membres d'une union de pays mondiale, elles cesseraient de se faire la guerre. En gros, le modèle Suisse appliqué au monde. Très vite, de

célèbres intellectuels (entre autres Albert Einstein) formèrent un comité de soutien à cette idée pour la paix dans le monde et de nombreuses organisations furent fondées dans le but de répandre la citoyenneté mondiale et de supprimer les frontières.

L'idée d'une citoyenneté mondiale n'est pas nouvelle. En 1795 déjà, Kant décrivait les conditions nécessaires pour atteindre la paix dans le monde dans son ouvrage « La Paix perpétuelle ». D'après lui, l'idéal à atteindre serait de créer un « droit mondial » qui, entre autres, implique la suppression des frontières et garanti à chacun(e) la protection par le droit mondial. Les Citoyens du monde suisses se réclament aussi de Kant. Comme par exemple Claudius

Schiffer, un des membres les plus engagés de la section suisse, qui a dédié sa vie à cette idée. L'association suisse des citoyens du monde n'a malheureusement pas survécu à sa mort l'an passé et s'est dissoute. Pour les militants convaincu, il reste encore l'organisation « soeur », des fédéralistes mondiaux, qui est active dans plus de 30 pays et poursuit des buts similaires à ceux des Citoyens du monde. Les fédéralistes mondiaux partent du principe que les problèmes du monde doivent être résolus indépendamment des intérêts individuels des pays. L'idée d'une union mondiale des pays a aujourd'hui évolué vers celle plus réaliste d'une plateforme qui permettrait de discuter des problèmes mondiaux ouvertement, avec en marge

de la question des conflits, des thèmes tels que les ressources, les flux monétaires mondiaux et les pandémies.

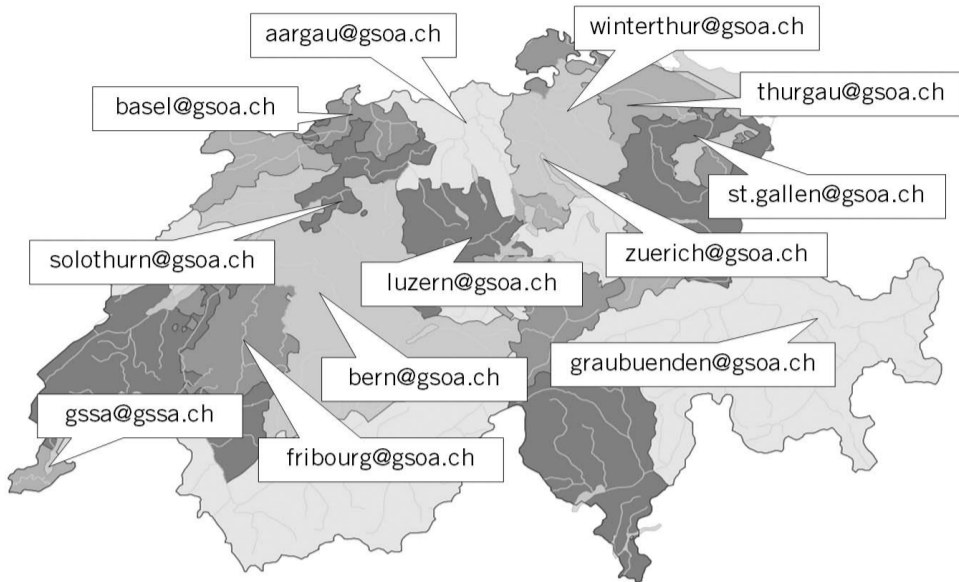
Garry Davis n'avait probablement pas senti l'apparition de ces thématiques liées à notre monde globalisé lors de son engagement pour la paix mondiale en 1948. Il est mort en 2013. Mais il serait sûrement heureux de savoir que son idée continue de vivre sous une forme différente et que des organisations telles que le GSsA s'engagent pour la paix de façon créative et concrète.

Liens:

www.weltfoederalisten.ch
www.welt-buerger.org
www.weltdemokratie.de
www.worldservice.org

Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale du GSSA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSSA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSSA. Tu as envie de devenir actif ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**



Mélanie Glayre

un vaste réseau aussi bien au Parlement qu'à l'extérieur. Des contacts auxquels elle saura faire appel lorsqu'il s'agira de renforcer la présence du GSSA en Romandie. Activiste infatigable et organisatrice hors-pair, elle pourra compter sur son élan et son enthousiasme pour réactiver des groupes régionaux, organiser des actions ou gagner de nouveaux militant(e)s à notre cause. Nous nous réjouissons de la belle collaboration à venir!

Sois la bienvenue !

(tl) Suite à la fusion entre le GSoA et le GSSA (voir page 2) et la coopération rapprochée déjà effective entre la Suisse alémanique et la Romandie, nous avons décidé de renforcer le secrétariat de romand C'est avec grand plaisir que nous souhaitons la bienvenue à **Mélanie Glayre**. Mélanie est étudiante en «Legal Studies» à Fribourg, et a déjà terminé avec succès des études en Français, Science des Religions et Histoire. Elle a un an et demi d'expérience de politique universitaire couronnée de nombreux succès au niveau national, ce qui lui a permis de construire

Appel à dons

Pour nous activistes du GSoA/GSSA, les prochains mois promettent d'être très intenses ! Nous avons déjà planifié beaucoup d'actions et de matériels de campagne et en avons encore bien plus en tête. En plus de créativité et d'énergie, notre campagne «Cessez le feu!» et notre référendum contre la caserne de Meyrin (GE) auront besoin d'argent. Afin que nos efforts soient aussi fructueux que possibles, nous nous réjouissons de toute aide financière. A travers une petite ou une grande donation via le bulletin de versement ci-joint, tu pourras nous permettre d'atteindre encore plus de gens et tu contribueras directement aux succès du GSoA/GSSA. **Par avance, merci !**

GREGOR

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

rédaction : Felix Birchler (fb), Jannik Böhm (jb), Stefan Dietiker (sd), Tobias Estermann (te), Adi Feller (af, responsable), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Josef Lang (jl), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzic (np), Tobia Schnebli (ts), Meret Schneider (ms), Fabian Stalder (fs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs se réservent le droit d'écourter soumissions. Se il vous plaît nous informer de changements d'adresse, incorrectes et / ou adresses en double. Le contenu de ce journal sont soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, ils peuvent être utilisées librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge <input type="checkbox"/> bleu	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue... »			Fr. 1.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse «GSSA»			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés «GSSA»			Fr. 15.-	
	Badge «NON aux nouveaux avions»			gratuit	
	Livre «Quand l'esprit de Genève s'embrase - au delà de la fusillade du 9 novembre 1932», Jean Batou (2012)			Fr. 34.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 10.-	
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-	
	Livre «La Suisse sans armes», Roman Brodmann (1975)			Fr. 29.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 96. Numéro(s) _____			Fr. 1.-	

Frais de port

Fr. 3.-

Somme totale de la facture

A renvoyer au GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8 ou par courriel à materiel@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail

AZB
CH-8031 Zürich
P.P. / Journal

Adressänderungen melden an:
GSoA, Postfach, 8031 Zürich
adressen@gsoa.ch

GSoA

GSoA-Zitig August 2015 Nr. 163

Informationen und Anregungen der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee GSoA

AUSGESCHOSSEN!

AUSGESCHOSSEN!

MIT SONDERBUND
ZUR AKTUELLEN KAMPAGNE
AUSGESCHOSSEN!